

L'INFLUENCE CROISSANTE DE LA CHINE EN AMÉRIQUE LATINE

En Mai 2022 le conglomérat public Cosco achève au Pérou la construction de son premier port en eaux profondes en Amérique du Sud. Un chantier à 3 milliards de dollars qui permettra à la Chine d'ajouter un hub stratégique sur le continent. Longtemps considéré comme le pré carré de Washington, les échanges entre l'Amérique latine et son voisin du nord ne cessent de baisser. Ainsi la plupart des pays du Cône Sud, qui s'étend de la Colombie à l'Argentine, priorisent désormais leurs liens commerciaux avec la Chine. L'influence chinoise est donc croissante en Amérique Latine. Selon **Frédéric CHARILLON** dans *Les guerres d'influence*, l'influence "consiste pour un acteur A à faire par un acteur B ce qu'il n'aurait pas fait autrement, et ce sans recourir à la contrainte" l'influence s'impose désormais comme un processus de fabrication et surtout de rémunération, contrairement au soft power. Néanmoins le win-win sino-latin ne s'est pas construit en un jour. Pour retracer l'historique de cette relation, il faut remonter à l'entrée du géant asiatique dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001. « Depuis lors, leurs échanges n'ont fait que s'intensifier », analyse **Christophe VENTURA**, directeur de recherche à l'IRIS. Les besoins de la Chine en matières premières et autres ressources naturelles l'ont poussée à se rapprocher de la région, de part la richesse de son sous-sol. Néanmoins, cette présence chinoise n'est pas sans conséquence et peut parfois s'apparenter à une forme de néo-colonialisme. Bolsonaro avait alors déclaré que « les Chinois n'achètent pas au Brésil, ils achètent le Brésil ». **Alors, quels sont les défis induits par le supposé win-win sino-latin ?**

I - Chine en Amérique latine : des accords a priori gagnants-gagnants - CLÉMENCE

Les accords conclus entre la Chine et les pays d'Amérique latine sont bénéfiques aux deux collaborateurs, tant au niveau économique et commercial, financier, politique, géopolitique que culturel.

En effet, pour assouvir son besoin en matières premières, la Chine ne manque pas d'exporter des produits de consommation moins chers que son rival, l'Occident, tels que des frigos ou encore des smartphones. De cette manière, les pays d'Amérique latine peuvent satisfaire la demande de leur classe moyenne tandis que la Chine investit massivement dans le développement de son industrie. Ainsi, la RPC est devenue le premier pays exportateur de produits industriels au Brésil, au Paraguay et en Uruguay et le second en Argentine, au Chili, en Colombie, au Pérou, au Venezuela et dans quelques pays d'Amérique centrale. À leur tour, les pays d'Amérique latine exportent vers la Chine des produits manufacturés et des matières premières à faible valeur ajoutée. Ainsi, des accords de libre-échange sont signés par la RPC et les pays latino-américains, comme par exemple le Chili en 2005 ou encore le Costa Rica en 2011. Le choix d'investir dans les industries extractives et dans les activités minières n'est pas anodin puisqu'il permet à la Chine de sécuriser l'approvisionnement à long terme de métaux rares, incontournables pour la fabrication de produits électroniques.

Autre intérêt économique de la Chine en Amérique latine : des terres agricoles qui lui permettraient de nourrir sa population qui avoisine les 1,4 milliard d'habitants. En effet, **Sylvie BERMANN** (ambassadrice de France en Chine) souligne que pour la sécurité alimentaire chinoise, l'Amérique latine est cruciale de par ses ressources naturelles notamment halieutiques. Pourtant, face à l'indignation suscitée par cet accaparement des terres, la Chine a finalement choisi de prendre le contrôle de marchés agricoles tels que celui du soja grâce à ses firmes agro-alimentaires. Mais les intérêts chinois en Amérique du Sud se diversifient puisque de nouvelles productions exogènes s'ajoutent, comme par exemple les méga-fermes porcines en Argentine.

En outre, les intérêts chinois en Amérique latine sont géopolitiques. En effet, la Chine, véritable concurrente du modèle occidental, souhaite renforcer son influence sur le continent, à l'exception du Mexique qui reste très dépendant des Etats-Unis de par sa proximité géographique avec ces derniers et de par son engagement au sein de l'ACEUM (ex-ALENA). Pour cela, la BAII se présente comme une réelle alternative au FMI onusien. Par exemple, Pékin a promis à l'Argentine une place au sein du club des BRICS, l'Argentine étant le pays qui a reçu le montant le plus élevé accordé par le FMI, selon **Christophe VENTURA** (directeur de recherche à l'IRIS) avec le prêt octroyé en 2018. C'est une manière pour l'Argentine d'envoyer un message aux Etats-Unis et au FMI pour dire : "nous pouvons trouver d'autres financements si vous ne réechelonnez pas notre dette" confirme **Christophe VENTURA**. Ainsi, l'exemple de l'Argentine témoigne bien d'une situation bénéfique tant pour la Chine que pour le pays latino-américain.

Par ailleurs, pour s'affirmer comme une grande puissance mondiale, la Chine investit notamment dans les infrastructures à l'aide d'une main d'œuvre chinoise, comme le montrent les investissements dans le port de Chancay, au Pérou, dans le cadre du projet des Nouvelles Routes de la Soie. Or, il est clair que les infrastructures servent une stratégie géopolitique de présence territoriale.

De la même manière, la Chine tente de développer son "soft power" (Joseph NYE) c'est-à-dire la capacité d'un Etat à influencer par des moyens non coercitifs. Pour se faire, 45 instituts Confucius ont été inaugurés dans un continent où plus de 70 000 personnes étudient le Chinois. Ainsi, ces instituts permettent à la Chine un nouveau rayonnement culturel et favorisent en même temps l'éducation des jeunes sur place.

Enfin, la pandémie de Covid-19 a accentué l'influence chinoise en Amérique latine. Fin 2021, certains parlaient des effets de la « diplomatie Covid » menée par Pékin en Amérique latine où les vaccins et masques d'Occident se faisaient attendre. La politique diplomatique-sanitaire a bien contribué à l'expansion chinoise, mais celle-ci reste principalement guidée par les enjeux commerciaux.

C'est ainsi que la coopération sino-latino-américaine profite aux intérêts communs des deux parties.

II - Les économies latino-américaines doivent résister au risque de reprimarisation - ADRIEN

En se fondant sur la théorie des avantages comparatifs exposée par **David RICARDO** au 19ème siècle, les pays d'Amérique latine auraient tout intérêt, dans un contexte de libre échange, à se spécialiser dans la production pour lesquels ils sont, comparativement à leurs partenaires, plus avantagés. Or le continent latino-américain regorge de matières premières aussi bien agricoles (sucre à Cuba, soja au Brésil) que fossiles (le pétrole Vénézuélien ou le cuivre au Pérou). Dans sa stratégie de puissance, la Chine a besoin de ces matières premières et investit de fait massivement dans le secteur primaire de l'économie latino-américaine. En effet les volumes des échanges commerciaux entre la Chine et le sous-continent américain s'élève à 247 milliards de dollars et les trois quarts des IDE chinois sont ciblés sur les matières premières. Pékin finance les infrastructures et des ports pour faciliter le commerce des matières premières à l'image de la construction du port d'Itaqui au Brésil en 2016. Ainsi il semble que la Chine pousse par ses investissements les pays du continent à reprimariser leur économie.

Mais ceci ne va pas sans risque. **Philippe CHALMIN** parle d'une « malédiction des matières premières ». Il entend par là que les nations possédant des ressources naturelles en abondance ont souvent une situation économique compliquée. Ces nations peuvent rapidement devenir victime du « mal hollandais » en fondant toute leur économie sur les rentes provenant des matières premières et en négligeant leur industrie. Ceci peut poser problème dans la mesure où les Suds sont des « price taker » et dépendent des aléas des prix des matières premières fixés par les bourses du Nord ce qui les pose dans une situation de dépendance. Ces nations risquent également de tomber dans une dépendance vis à vis des importateurs de leur production. C'est déjà en partie le cas dans la mesure où 70% du cuivre péruvien est à destination de la Chine. Enfin, une reprimarisation de l'économie va à l'encontre de la dynamique d'émergence de **Sylvia DELANNOY** qui se caractérise par une progression des pays sur la chaîne de valeur.

Cette primarisation des économies met également en péril l'environnement du continent latino-américain dont la biodiversité est fortement affectée par la déforestation et l'extraction des hydrocarbures, et crée des tensions entre les peuples indigènes et les entreprises de la région.

III - La Chine en Amérique latine: le risque d'un pillage des ressources naturelles - MARIE

Après s'être intéressée au continent africain, la Chine voit de l'autre côté de l'Atlantique un nouveau relais de croissance, voire même un eldorado. En effet le sous continent américain dispose de nombreuses richesses: hydrocarbures, minerais, terres arables... Bien que la Chine investisse massivement dans cette région, l'aspect gagnant-gagnant de cette nouvelle relation n'est pas garantie. Dès lors, la présence de la Chine, accompagnée de ses multinationales, peut à bien des égards, s'apparenter à un pillage. Ainsi les pays à peine sortis du sous-développement pourraient alors tomber dans le piège extractiviste.

Pays le plus peuplé du globe, la Chine doit assurer la sécurité alimentaire de 1,4 milliards d'habitants. Toutefois, abritant 20% de la population mondiale, le pays ne possède que 10% des terres arables. L'Amérique latine, riche en ressources agricoles, est donc devenue indispensable pour la Chine. Ainsi, **Sylvie BERMANN**, ancienne ambassadrice de France en Chine, avait déclaré que « pour la sécurité alimentaire de la Chine, l'Amérique latine est cruciale ». La Chine a par exemple jeté son dévolu sur l'Équateur et 300 navires-usines chinois sillonnent les fonds marins des îles Galapagos. À bord, des poissons sont congelés et emballés afin d'être envoyés sur le marché chinois. De plus, ce pillage des ressources halieutiques va de paire avec une dégradation de la biodiversité. C'est pour cela que des habitants des îles Galapagos avaient protesté après la découverte de 300 tonnes de poissons, y compris des espèces de requins protégées. Ainsi la présence chinoise en Amérique latine s'apparente à bien des égards à un pillage. De plus, depuis la chute du prix de baril en 2014 les gouvernements du sous-continent ayant contracté un emprunt à des consortium chinois ne sont plus en mesure de les rembourser et sont donc obligés d'accepter tacitement ce pillage, à l'instar de l'Équateur.

Au-delà des ressources agricoles, l'Amérique Latine possède de nombreux minerais plus que jamais stratégiques dans un contexte de guerre technologique entre les États-Unis et la Chine. La présence de ces terres rares pourrait alors se transformer en aubaine pour le sous-continent. À titre d'exemple les trois pays que sont la Bolivie, l'Argentine et le Chili, aussi appelés « le triangle du lithium » possèdent 63% des réserves mondiales de cet or blanc. L'agence internationale de l'énergie prévoit environ 300 millions de véhicules électriques dans le monde en 2040, dès lors, on comprend mieux le rôle indispensable du lithium nécessaire à la fabrication de batteries électriques. Néanmoins la Chine a déjà placé ses pions sur le cône sud et cette aubaine peine à se concrétiser. Ainsi en 2018 l'entreprise Tianqi Lithium, qui appartient plus ou moins à l'État chinois obtient 24% des parts dans l'entreprise chilienne Sociedad Química y Minera. Même si certains présidents en place comme Gabriel Boric au Chili tente de garantir dans la nouvelle constitution du pays la nationalisation des mines, celle-ci a été rejetée par la population. Ainsi le rôle croissant et stratégique des minerais amène la Chine à piller le sous continent.

Finalement la présence de la Chine en Amérique latine est avant tout pragmatique. Elle avance ses pions dans tous les domaines et s'intéresse en particulier aux nombreuses richesses du sous-sol, jetant ainsi son dévolu sur toutes les matières premières dont elle manque. Bien loin des préoccupations au sujet de la biodiversité ou des droits humains, la présence de la Chine en Amérique latine s'apparente à un pillage.

Ainsi, pour la Chine, depuis le début du 21ème siècle, l'Amérique latine est un continent avec lequel il est avantageux de nouer des liens économiques et politiques. Ces derniers apparaissent d'abord gagnants-gagnants : la Chine a besoin des ressources agricoles et minières disponibles sur le continent et de débouchés pour son industrie tandis que les pays du continent latino-américain se développent grâce aux investissements de Pékin, diversifient leurs partenaires économiques, notamment dans l'optique de s'émanciper des États-Unis, et bénéficient enfin de l'apport culturel chinois. Toutefois les relations entre ces acteurs risquent de devenir asymétriques, ce qui pourrait amener l'Amérique latine à perdre sa souveraineté économique, son indépendance politique et détruire de façon plus ou moins durable son écosystème. On peut considérer que la Chine a aujourd'hui une logique prédatrice en Amérique latine et pille les ressources du continent au risque de bafouer les droits humains ; les conséquences écologiques ne sont donc pas non plus de bonne augure.

Cependant l'influence de la Chine dans le continent reste à relativiser au vu des liens historiques de l'Amérique latine avec les États-Unis visibles notamment à travers sa diaspora, très présente chez son voisin du Nord et quasiment inexistante en Chine.

SOURCES

<https://nemrod-ecds.com/?p=3083>

<https://www.slate.fr/story/234274/chine-argentine-amerique-sud-brics-economie-collaboration-influence>

https://www.lexpress.fr/monde/amerique/comment-la-chine-a-fait-main-basse-sur-l-amerique-latine_2164510.html

Questions internationales n° 112